



AGROBIOSCIENCES

CHRONIQUES INRA 2020

14 MAI 2002

TOURS NOUZILLY, EN ÉCOUTE DE LA SOCIÉTÉ

rédigé par Jean-Claude Flamant

Edité par la Mission Agrobiosciences. La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



La démarche de prospective « INRA 2020 »

Entre septembre 2001 et avril 2003, Bertrand Hervieu, Président de l'INRA a conduit une série de débats dans les régions afin d'identifier les grandes questions qui entourent l'avenir de la recherche agronomique, débats auxquels ont participé une grande diversité de partenaires de l'INRA ainsi que le personnel de l'Institut.

Les « Chroniques » rédigées à cette occasion par Jean-Claude Flamant (Mission Agrobiosciences), sous sa responsabilité, plantent le décor, l'ambiance et l'état d'esprit de ces débats, en restituent la substance et formulent les premières analyses prospectives. On y sonde les liens entre les orientations de l'Institut et les enjeux majeurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. On y discute de la place des Régions à l'échelle de l'Europe en partenariat avec les grands organismes de recherche et les Universités. On y entend les préoccupations des chercheurs, les jeunes comme les seniors, sur la démarche, les difficultés et les passions du métier de chercheur.

Alors que le futur de la recherche scientifique - son financement, son organisation, ses orientations – est actuellement discuté à l'échelle nationale, ces « Chroniques » témoignent d'une attitude soucieuse d'éclairer ce que pourrait être à l'horizon de vingt ans la fonction de la recherche scientifique dans la société et sa place dans les territoires.

Le Rapport de prospective publié par l'INRA (« **INRA 2020 – Alimentation, Agriculture, Environnement : une prospective pour la recherche** »). comprend trois Parties.

- la Première Partie (« **Au risque du débat : paroles d'acteurs** ») met en scène dans un débat en Cinq Actes les matériaux des « Chroniques » ainsi que le contenu de dix rencontres internes mobilisant le personnel de l'INRA
- la Deuxième Partie (« **Des Scénarios pour l'INRA à l'horizon 2020** ») a été réalisée dans le cadre d'un groupe de travail sous la direction d'Hugues de Jouvenel (Futuribles International). Les éléments ayant servi à l'élaboration de ces Scénarios a fait l'objet d'une publication spécifique dans la Série « Travaux et Recherches en Prospective », coéditée par l'INRA et Futuribles International (n°19, janvier 2004), 259 pages, 20€. Commande sur www.futuribles.com
- dans la Troisième Partie (« **Enseignements, convictions et ambition : de la prospective à la stratégie** »), Bertrand Hervieu formule les enseignements à tirer de ces éclairages sur les futurs possibles et en déduit « un projet et une ambition pour la recherche agronomique publique ».

Les trois Parties du Rapport sont téléchargeables sur le site Web de l'INRA : voir www.inra.fr actualités)

Liste des Chroniques des débats « INRA 2020 »

Angers : « *Des voix pour une agriculture durable* » (7 septembre 2001)
Antibes : « *Les roses et leurs épines* » (11 octobre 2002)
Bordeaux : « *Les grands chantiers* » (22 novembre 2002)
Clermont-Ferrand - Theix : « *Le futur prend la parole* » (8 mars 2002)
Corte et San Giuliano : « *Les couleurs vives de la Corse* » (18 février 2003)
Dijon : « *A la recherche du Centre perdu* » (27 septembre 2002)
Lille Mons : « *Y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ?* » (13 décembre 2002)
Lyon : « *Les ombres et les lumières de Rhône-Alpes* » (12 septembre 2002)
Montpellier : « *Où est l'INRA ?* » (26 octobre 2001)
Nancy : « *A la recherche du futur dans la forêt lorraine* » (29 mars 2002)
Nantes : « *Le doute des bio polymères* » (13 mars 2002)
Orléans : « *Ville tranquille, recherche rassurante* » (12 octobre 2001)
Paris : « *En appui à tous les Inras de demain !* » (16 janvier 2003)
Rennes : « *Les 24 heures de Rennes* » (12 mars 2003)
Toulouse : « *Voir en rose les futurs de l'INRA* » (14 novembre 2003)
Tours Nouzilly : « *En écoute de la société* » (14 mai 2003)
Versailles : « *Dans le potager du Roi* » (6 décembre 2002)

Tours Nouzilly

En écoute de la société

14 mai 2002

Approche rétrospective...

13 mai - Remontée depuis Toulouse par le train, via le Massif Central, le Berry, Châteauroux, puis en bus vers Tours... Du temps pour me demander ce que je sais de Nouzilly avant d'y arriver.

Nouzilly, les grandes ambitions des recherches de l'INRA en physiologie et pathologie animale des années 60. Dix ans à peine après sa création, le CNRZ, à Jouy-en-Josas, apparaît trop petit en périphérie parisienne, pour satisfaire les besoins en troupeaux expérimentaux, pour mettre en place des programmes de recherche sur la maîtrise de la reproduction, pour créer de nouveaux laboratoires permettant l'approfondissement des connaissances sur le contrôle hormonal de la spermatogenèse et de l'ovulation... Mais aussi pour ouvrir un vaste champ d'investigation sur les pathologies qui perturbent les cycles reproductifs et limitent la productivité numérique des animaux... maladies abortives, infestations parasitaires. Et on veut s'intéresser aussi bien aux volailles qu'aux ruminants.

Alors, on va voir grand et aussi on va se doter d'un véritable projet d'urbanisme scientifique adapté aux besoins de la recherche agronomique. Non seulement des bâtiments, mais aussi une organisation des implantations et de la voirie conçue en rapport avec la nature des projets scientifiques. Le cahier des charges est le suivant : premièrement, de vastes espaces, deuxièmement, l'isolement sanitaire. A 50 km au nord de Tours, le domaine de l'Orfrazière, sur la commune de Nouzilly, fait l'affaire, après des hypothèses d'implantations à Dijon ou à Orléans¹. Pour le village de Nouzilly, c'est un peu comme si aujourd'hui un aéroport international s'installait en rase campagne. Et en effet, comme un aéroport international, le nom de Nouzilly va bientôt être connu jusqu'aux antipodes, Australie et Nouvelle Zélande. Car évidemment pour mes collègues chercheurs, il s'agit d'être les meilleurs mondiaux, et ils vont y réussir !

Marc Ridet, directeur des affaires financières de l'INRA à cette époque, va se passionner pour un projet de cette envergure. A cet effet, il s'est doté d'un bras logistique spécifique, pour que l'INRA réalise sa révolution technologique et industrielle (à défaut qu'elle soit marxiste-léniniste !), l'« UTF » (Unité de Travaux Fonciers), dirigée par Puigaut, dotée de matériels lourds, pour réaliser les terrassements nécessaires et les travaux de voirie sans avoir à faire appel au secteur privé.

570 hectares, pas moins, pour être à la hauteur de cette ambition scientifique et urbanistique : c'est évidemment le plus grand domaine de l'INRA ! Un découpage rationnel en 4 morceaux, et dans chacun d'entre eux sont implantés des corps de bâtiments abritant les laboratoires de recherche et les installations expérimentales d'élevage correspondantes. Chaque quart étant bien séparé des autres afin d'éviter toutes contaminations accidentelles de la « physio » par la « patho ». L'administration et le restaurant sont installés au point de convergence de la voirie. C'est ça un projet de « ville nouvelle » pour la science agronomique !

Cependant, on s'apercevra rapidement après l'installation en 1965 que ces choix rationnels – rationnels parce qu'ils répondaient bien au cahier des charges - n'avaient pas envisagé la dimension humaine de la recherche, l'intérêt de la rencontre entre les personnes pour créer de l'interdisciplinarité, la richesse de la proximité avec une grande université, le choix d'un territoire qui serait susceptible

¹ Voir dans « INRA Mensuel » d'octobre 1985, une évocation éloquentes écrite par Pierre Mongin, alors Président du Centre INRA de Nouzilly.

d'accueillir des organismes et des entreprises partenaires dans un site bien desservi par les transports et les communications... Non on n'avait pas envisagé cela au cours des années 60. Ces préoccupations n'étaient pas alors d'actualité. On n'avait pas mesuré non plus le poids de l'éloignement de Paris, joint au fonctionnement encore médiocre des lignes téléphoniques à cette époque. On a peine à imaginer que les collègues restés à Jouy devaient demander à l'opératrice le 38 à Monnaie... C'était bien l'époque pas si lointaine du « 22 à Asnières »... Pas encore d'autoroute... Seulement quelques trains « rapides » quotidiens qui mettaient entre 2 et 3 heures pour rejoindre Paris-Montparnasse depuis Saint-Pierre-des-Corps.

Avec les progrès de l'informatique et de l'électronique téléphonique, ces inconvénients apparaissent de nos jours mineurs par rapport aux atouts de l'outil scientifique majeur ainsi créé. En matière de transport, le TGV changera tout en 1990 en mettant Paris à une heure et ceci plusieurs fois par jour ! Aujourd'hui, m'explique-t-on, le train du matin de 8h20 permet de travailler les dossiers pendant une heure, et aussi de discuter avec les autres collègues qui vont également participer à une réunion à la capitale ! Si on ne déjeune pas au restaurant du Centre, on peut avoir plus d'occasions de se voir dans le TGV que dans les grands espaces de Nouzilly.

Au cours de sa première décennie d'existence, l'INRA avait porté la révolution de l'insémination artificielle dans les fermes... Et on a pu dire que la loi sur l'élevage de 1966 était en fait « la loi sur le sperme » : sans nous, disaient les physiologistes animaux à Jacques Poly, il n'y avait pas d'amélioration génétique possible ! Depuis cette époque, quels ont été les apports des recherches conduites à Nouzilly dans ce cadre de travail ? Et maintenant, avec cette localisation et cette configuration particulières, quels atouts ou quelles contraintes pour l'INRA à l'horizon 2020 ? Ainsi pour travailler sur des pathologies nouvelles du type prion, qui nécessite un labo « P3 », la proximité relative de Paris (90 minutes au total : TGV + route) et le caractère exceptionnel de l'équipement, bien isolé, à l'écart d'une agglomération, constituent une configuration extrêmement attractive à l'échelle européenne, compétitive avec les installations comparables britannique et allemande.

14 mai

Revue de la presse du jour

Attente de l'arrivée de Bertrand Hervieu en gare de St-Pierre-des-Corps par le TGV de 9h11 venant de Paris. Coup d'œil sur la presse du jour, pour y détecter d'éventuels articles en rapport avec les champs de recherche de l'INRA.

Les titres en première page de « **La Nouvelle République** » :

« *Agriculture : Georges Bush a décidé d'augmenter fortement les subventions à l'agriculture américaine, remettant en cause les accords du commerce mondial.* »

« *Chançay. Le château de Valmer ouvre ses jardins.* »

En page 3, on apprend que :

« *Entre pivoines arborescentes et glycines, un potager conservatoire se met en place.* ».

Plus loin, la page de Joué-les-Tours est consacrée au « *Succès du Week-end vert* » et au travail des jardiniers communaux :

« *35 000 Euros de budget de fonctionnement, 500 m2 de serres et 600 m2 de châssis, le tout conduit en lutte biologique* ». ²

Et en dernière page, un fait divers à rapporter aux attentes vis-à-vis des technologies du futur quant à la vie : « *Les congelés de Nueil en sursis* ».

² Dans un coin de page, un erratum concernant un certain « Jean-Claude Flamand, artisan-plombier », mais si ! dont le nom a été malencontreusement oublié dans une édition précédente ! Ce qui ne s'invente pas, c'est que mon père était effectivement membre de la corporation des plombiers couvreurs... La différence c'est que notre nom s'écrit avec un t.

En feuilletant les pages de « **Régionales**, le magazine de la Région Centre », je ne peux m'empêcher de penser que les Présidents de Centre s'arrangent toujours pour être présents dans les pages des magazines des collectivités locales à l'occasion des débats « INRA 2020 »... Gérard Dubray n'y a pas manqué, à moins qu'il ait l'exclusivité de quelques pages dans chaque numéro... Donc, « le magazine de la Région Centre » consacre 2 pages de son numéro trimestriel de janvier-février-mars 2002, à la « *Géline de Touraine, une poule de luxe* ».

Le titre est encourageant et la suite met en scène l'INRA :

« Rien n'aurait été possible sans le concours de la station avicole de l'INRA de Tours-Nouzilly et du Sysaaf ».

Un interview de Gérard Dubray confirme :

« C'est pour nous un exemple de transfert de technologie exemplaire. Nous sommes habituellement engagés dans des programmes de recherche nationaux et internationaux, mais cette collaboration locale fut très positive ».

Il faut donc retenir la Géline parmi les vedettes de l'INRA en Touraine !

Le Conseil Général d'Indre-et-Loire n'est pas en reste. Le numéro d'avril de son magazine « **C'est en Touraine** » met lui aussi la recherche scientifique en bonne place. Dans sa page « *Instantanés* » tout d'abord, avec la manifestation scientifique annuelle du Conseil Général sur le thème cette année de « *L'homme et la machine* », et ensuite avec la pose de la première pierre de l'animalerie protégée pour l'étude des maladies à prion, avec Bertrand Hervieu, Marion Guillou, Gérard Dubray, les 2 Ministres concernés, le Préfet, le Président du Conseil Général...

Et encore, au fil des pages suivantes, une pleine page sous le titre « *Acteurs de la qualité et de la sécurité alimentaire au quotidien* » qui explique l'action conjointe des groupements et syndicats d'éleveurs et du Conseil Général, avec un zoom sur le Laboratoire d'analyses vétérinaires de Touraine, et un autre sur la plate-forme de recherche INRA sur les maladies à prion dont le projet est également financé par le Département.

Et plus loin, l'annonce des « *Balades des Saveurs...* » et d'« *Un programme de dépistage du cancer colorectal en Touraine* ».

On apprend vraiment beaucoup de choses dans ces feuilles locales de grande diffusion.

10h00

Rencontre avec les sections syndicales

« **Peut-on faire de la recherche sans expérimentation ?** »

Une petite salle de réunion : revêtement de sol jaune et tables en bois clair, murs blancs, couloirs de la même couleur verte que les prairies alentours.

Il s'agit bien de prospective et non de revendication corporatiste. Les collègues syndicalistes insistent : ils veulent communiquer au Président de l'INRA leurs analyses alarmistes quant au futur des expérimentations sur les animaux. Comment faire des recherches sans expérimentation ? Or dans ce Centre installé dans une logique qui a privilégié les outils expérimentaux probablement plus que les personnes, il ne sera bientôt plus possible d'assurer la maintenance des troupeaux : « *Nous allons vers un mur de faisabilité !* »

Pourquoi ? L'alarme porte sur les conséquences du passage aux 35 heures hebdomadaires qui révèle le cas des travailleurs isolés, et également sur les distorsions qui se sont accrues avec les règles du code du travail... Il y a maintenant ceux qui font plus que 35 heures et les autres. Ce sont en fait les cadres intermédiaires qui parviennent à réguler l'ensemble. Mais si les postes ne sont pas renouvelés, le système va se bloquer : ce sera le cas en juin pour l'unité bovine ! Voilà ce que commentent les représentants syndicaux à Bertrand Hervieu.

Je ne peux m'empêcher de penser à l'un des débats organisés par la Mission d'Animation des Agrobiosciences sur le stand du Ministère de l'Agriculture au SIA à propos des conditions de travail : les exploitants agricoles ressentent le décrochage au niveau familial entre eux, qui font 50 ou 60 heures de travail par semaine, et leurs conjoints qui sont passés aux 35 heures.

Bertrand Hervieu reçoit bien le message et traduit la question posée de la manière suivante :

« Quel lien entre la gestion des Unités Expérimentales et les avancées des recherches faisant appel à des expérimentations ? Or ces Unités Expérimentales, c'est le cœur de l'identité de l'INRA, sa spécificité... »

Et les représentants syndicaux complètent :

« Certes il y a un besoin des UE en équipements... mais les hommes ? Les animaliers, ce sont des métiers spécifiques, non interchangeables »

« Et puis il y a aussi l'évolution des personnels animaliers, leur vieillissement, leur santé, qui exige leur mutation vers les labos »

Le diagnostic global est formulé :

« La politique de qualité à l'INRA, avec des contraintes de plus en plus fortes, mais sans moyens ! »

Bertrand Hervieu commente *« l'attention croissante aux compétences, à la certification des labos et des UE, à croiser avec le changement de génération, le départ à la retraite de personnels techniques d'origine culturelle agricole... ce qui induit maintenant un besoin d'apprentissage »*.

Il conclut en assurant qu'il reçoit le message à propos des conséquences de la mise en place des 35 heures à l'INRA *« qui compromet la fluidité des échanges. »*

Les remarques et les questions adressées à Bertrand Hervieu sont fermes, directes, construites. Le diagnostic est précis et concret, et les échanges ne manquent d'humour :

« Je ne vous donnerai pas de réponse aujourd'hui... »

Réplique :

« Dans la semaine, ça suffira ! »

Et un constat final de Bertrand Hervieu :

« Il n'y a pas de tension entre nous. Il y a faute... d'attention »

10h45

Rencontre avec le personnel

« L'homme ou l'animal ? »

L'amphi de Nouzilly est comble. Pas une place libre...

La configuration de cette salle est particulière, en forme de rotonde aux parois vitrées ouvertes sur les grands espaces de la campagne environnante : pâturages, chevaux et horizons boisés d'un côté, marronniers en fleurs de l'autre. De grands rideaux d'obscurcissement rouge bordeaux, de la même couleur que les fauteuils... et que la cravate de Gérard Dubray ! (A moins que ce soit la cravate de Gérard Dubray qui soit harmonisée au décor comme signe de consensus...). Tout cela fait à la fois chaleureux et bucolique. L'ambiance n'est pas au chahut. L'assistance est attentive.

Bertrand Hervieu commente, c'est un grand classique, les « Cinq priorités de l'INRA » et insiste sur le thème « Recherche et société » :

« Il faut discuter des orientations de la recherche en amont, et non pas uniquement des résultats. Un bon exemple, celui du montage d'Agenae... Ce montage... le temps que ça prend ! mais c'est nécessaire pour avancer ! »

Et aussi, ce qui bouge dans notre environnement et qui peut avoir des conséquences sur nos orientations... :

« Le vieillissement de la population, avec des questions radicalement nouvelles en matière de nutrition et de comportement alimentaire... Ceci nécessite de porter une attention particulière au secteur des sciences sociales, avec des interrogations concernant le droit : l'alimentation, le vivant, la propriété intellectuelle, l'environnement et l'agriculture dans les négociations internationales. Denis Barthélémy, à Dijon, a pris le relais de Louis Lorvellec... »

Nous avons besoin d'une confrontation des sciences de la biologie avec les sciences sociales. C'est une culture à construire, contraire à notre spécialisation extrême qui porte carrière et avancement, en référence à l'évaluation... Donc on ne fait pas ! »

Autre grand souci pointé par Bertrand Hervieu : **« Mettre notre Institut en situation de partenariat... »** Et de décliner les 7 domaines de partenariat...

« Conclusion... Qu'est-ce que nous voulons construire pour les quatre années qui viennent ? Mais 2004 c'est déjà hier ! Donc, maintenant, l'INRA c'est le long terme, ce que ses 50 ans d'histoire l'autorisent à ambitionner »

Trois points de réflexion pour l'horizon 20 ans

- *La science... Quelles ruptures qui peuvent se produire ? Il faut se mettre en état de bouger ? Quelles disciplines ? Quelles articulations entre les disciplines qui feront faire de grands progrès ? Quelle intelligence collective, avec quelles conséquences pour l'évaluation ?*
- *Un Centre dans sa région, en France et en Europe...³ Un organisme qui a à l'horizon les grandes lignes de fuite de la science, mais aussi un organisme qui lie le mouvement de la science à l'expérimentation. Or les Régions réclament plus de compétences en matière de recherche. L'INRA... quelle force de proposition ? Un partenaire capable d'aider les Régions à se positionner en Europe.*
- *Les organismes de recherche... Dans le paysage de la recherche, l'exception française que constituent des organismes de recherche spécifiques. D'ici 20 ans, l'INRA aura nécessairement changé. L'INRA produit du changement et donc ne peut rester immobile ! »*

11h30.

Questions de l'assistance et réponses de Bertrand Hervieu

Petit inventaire d'abord des domaines abordés, afin de regrouper les questions et les réponses...

La recherche et l'expertise
L'animal dans nos sociétés
L'avenir des Unités expérimentales et le travail des animaliers
Ecoles doctorales et thésards
L'identité de l'INRA
Les compétences
Les transformations et les ruptures de l'agriculture

(1) La recherche et l'expertise

Philippe Velge :

« Au centre des préoccupations de l'INRA, l'homme. Mais parfois l'INRA répond trop aux préoccupations immédiates des consommateurs. De mon point de vue, c'est une critique. »

³ On pourrait évoquer ici les options d'aménagement du territoire de Jean-Louis Guigou à la Datar : la France en réseau maillé

Bertrand Hervieu interprète cette question à propos des préoccupations immédiates des consommateurs par une analyse des rapports entre expertise et recherche :

« La tension entre recherche et expertise est très forte dans notre organisme. Deux missions qui figurent dans le décret de création de l'INRA. Une mission d'expertise qui est une mission de court terme, par nature ! L'objet de recherche, lui, est construit dans le moyen et long terme, en tension avec la demande de réponse immédiate, totale et complète. Alors que la recherche travaille sur la question et sur l'incertitude. La tension est durable... Donc comment on gère ? Quel mode de conduite ? »

« La recherche est le fait d'individus et d'équipes. l'expertise doit être portée par une institution, notamment en raison de la responsabilité pénale. Une polarité est à construire entre les organismes de recherche producteurs de connaissances et les agences... Mais les agences font aussi de la recherche et les organismes de recherche font de l'expertise ! »

(2) L'animal dans nos sociétés

Philippe Velge insiste :

« ... On met l'homme au centre ... Et l'animal est oublié ! »

Bertrand Hervieu

« L'animal dans nos sociétés très modernes... Permettez-moi un détour d'artisan sociologue : le statut de l'animal a bougé 3 fois en 50 ans.

Démonstration...

« Tout d'abord on différenciait l'animal sauvage de l'animal domestique, avec le sacrifice de l'animal qui était codé.

Puis on a distingué 3 catégories d'animaux : l'animal sauvage, et l'animal domestique différencié en animal de rente et l'animal de compagnie. L'animal de rente éloigné des sociétés humaines. Les connaissances apportées par la science ont mis l'animal de rente au service de l'impératif du bien-être humain. L'animal de rente, pour une meilleure alimentation humaine, supérieur au statut de l'animal de compagnie. Mais les animaux de compagnie eux-mêmes : depuis les aristocrates, on assiste à une anthropomorphisation des animaux de compagnie, avec un chiffre d'affaires considérable de leur alimentation.

Aujourd'hui, on distingue parmi les animaux sauvages, les animaux chassés et les animaux protégés. L'animal de rente, lui, est contesté dans son statut. Car la question de l'alimentation s'est trouvée déplacée ! La suffisance alimentaire a été assurée, et ceci induit un bouleversement de notre relation à l'animal, dans notre représentation du vivant. On se déplace sur un autre impératif, celui de la santé. D'où pour l'animal ça change la vision.

Pour mieux nous positionner, il faut intégrer dans notre culture scientifique les déplacements de représentation, les déplacements moraux des rationalités. Aujourd'hui les animaux de compagnie ont un hôpital à Maisons-Alfort ! »

(3) L'avenir des Unités expérimentales et le travail des animaliers ?

C'est une question de Francis Dupont, animalier

Bertrand Hervieu :

« C'est une question essentielle, au cœur de l'identité d'un institut de recherche qui repose sur l'articulation entre recherche et expérimentation. Ce qui suppose des budgets.

C'est un chantier extrêmement lourd, pour lequel l'engagement de la Direction générale est lourd de conséquences.

C'est une analyse à construire collectivement. Un immense problème politique... à partager collectivement pour trouver les voies et les solutions.

La question fondamentale... Y-a-t-il un dispositif pertinent pour la production de connaissances, et à horizon 20 ans ? L'articulation entre recherche et expérimentation va aussi bouger... Notre conviction c'est que sur le long terme, un grand dispositif expérimental est pertinent et donc non externalisable. »

Gilles Aumont :

« Les Chefs de Département, dans leur ensemble, interrogés au cours de la mission « Domaines expérimentaux » sont d'accord sur la nécessité d'un dispositif expérimental renouvelé »

Bertrand Hervieu :

« Conséquence pour aujourd'hui ? Faut-il rester en l'état ? Et quels sont les besoins, face aux insuffisances ? Une place essentielle pour l'expérimentation... mais comment articuler avec le développement des recherches sur l'environnement ? Quels besoins en génomique et post-génomique, en animal et en végétal ? »

(4) Ecoles doctorales et thésards

Denis Rasschaert :

« Vous nous dites que les relations avec les Universités sont à intensifier de manière générale... Mais au niveau local quel est l'état de ces relations ? Pour renforcer ces liens, il faudrait avoir des bourses de thèse. Le Département de recherches n'en a pas les moyens ! Or à Tours par exemple, la participation de l'INRA aux Ecoles Doctorales est à un niveau de 80%, et nous ne recevons que une seule bourse par an, voire une demi-bourse, alors que le CNRS, le CEA ou l'INSERM disposent de 2 ou 3 bourses chacun ! »

Bertrand Hervieu

« Les relations avec les Universités, c'est une voie d'avenir. Cela passe d'abord par plus de lisibilité de notre part, avec les Schémas de Centre, de manière à réaliser un meilleur positionnement de nos partenariats et de nos potentiels.

Les Bourses sont insuffisantes... mais c'est un excellent investissement, d'où la nécessité d'effectuer des arbitrages internes dans ce sens. »

(5) L'identité de l'INRA

Alain Locatelli :

« A l'INRA, aujourd'hui, pour exister, pour être considéré, il faut de plus en plus faire référence au CNRS, ou à une recherche étrangère... Le « pur » INRA ne passe pas. Et le personnel perd un peu de son identité et de sa fierté »

Bertrand Hervieu

« L'identité c'est ce dont on hérite... et aussi ce qu'on construit »

« Dans le contexte de la France et de l'Union Européenne, l'INRA c'est une identité positionnée, une culture qui a une force vue de l'extérieur !

L'importance du regard de l'autre... Faut-il se rassurer ?

Nous sommes suffisamment forts pour nous engager dans du métissage. C'est l'expression d'une très grande tranquillité sur ce que nous sommes.

En fait nous faisons peur ! dans les Contrats de Plan Etat-Région ! à Bruxelles ! Car nous sommes à la fois avec les grands et avec les petits !

Faire vivre cette identité par l'isolement serait dévastateur ! »

(6) Les compétences

Jean-Luc Gatti

« L'INRA fait peur... mais nos moyens en expérimentation animale sont importants, ce qui peut avoir pour effet d'attirer dans nos UMR des petits labos qui ne vont rien apporter à l'INRA »

« Si nous réfléchissons l'INRA à 20 ans... Quelles seront nos techniques à 20 ans ? A échéance de 2-3 ans, nous devons maîtriser les puces ADN... Nous sommes en retard mais nous aurons ces équipements, même si nous manquons de moyens pour la conduite des programmes »

« En fait, on ne sait pas répondre à la question des techniques de recherche à 20 ans... Alors, ne faut-il pas favoriser la mobilité des chercheurs ? D'autant qu'il est intéressant de connaître quels sont les outils au service de l'élevage qui sont développés ailleurs »

Christine Leterrier poursuit sur la même idée :

« Quelles évolutions dans le domaine des ressources humaines ? »

Bertrand Hervieu

« Envisager les évolutions, c'est essentiel ! C'est la question qui nous préoccupe : les relais de génération, des métiers qui se perdent ! Ceux que nous recrutons aujourd'hui, c'est l'INRA en 2020 ! Nous avons à l'INRA des gens qui avaient l'agriculture dans leur berceau et nous allons vers des compétences acquises ! Ce sont là les grandes ruptures de compétences, de métiers, à l'INRA »

« Nous n'avons pas le droit de nous tromper dans nos recrutements. C'est pourquoi il nous faut être proches des lieux de formation ? Nous avons une obligation de projection sur les compétences et sur les emplois. Et ensuite, nous devons avoir une plus grande mobilité, plutôt que de réaliser intra-INRA une reproduction à l'identique. »

(7) Les transformations et les ruptures de l'agriculture

Bertrand Hervieu :

« Qu'est-ce qui bouge pour l'élevage ? Qu'en est-il de la délocalisation possible des activités d'élevage en dehors de l'Union Européenne ?

En fait ce qui bouge, c'est la prise de conscience que l'agriculture est une activité extraordinairement mobile. Et la recherche doit se construire sur l'évidence d'une territorialisation de la recherche qui est toujours en train de se reconstruire.

Une agriculture dont la productivité a été multipliée par 10. Et en faisant le constat que 13 départements français (dans la moitié nord) produisent autant que 50 autres départements français (au sud). On va vers une concentration de la production agricole dans un rayon de 400 kilomètres entre Rotterdam, Londres et Rouen !

C'est le lieu de l'échange, donc de la transformation, qui agit sur la localisation de l'agriculture. D'où, à l'horizon 20 ans, ça va bouger beaucoup... vers le Minas Geraes ? ou vers la Puszta hongroise ?

Et les têtes de pont vont également beaucoup bouger... la Chine... l'Inde... D'où la nécessité pour nous d'être en alerte ! D'où nos interrogations sur notre dispositif de recherche à base d'expérimentation animale... Comment mettre en perspective ces ruptures de l'agriculture ? »

« INRA 2020 », ce n'est pas un plan à 20 ans... C'est l'alerte sur ce qui va bouger à intégrer dans la culture de l'organisme »

Et comme en conclusion :

« Quels éléments de notre culture sont à mettre en avant si nous ne voulons pas rester sur le bord du chemin ? »

13h00

Quelques personnalités tourangelles à déjeuner

« *Pour une coopération sur site* »

Gérard Dubray reçoit à déjeuner avec Bertrand Hervieu, dans une petite salle dont la grande baie s'ouvre sur le paysage de prairies et de bois, à l'écart du tumulte de la grande salle du restaurant du Centre... Autour de la table centrale prennent place :

- Michel Trochu, Vice-Président du Conseil Général d'Indre-et-Loire, chargé de la recherche, lui-même universitaire, en bonne place dans les articles du magazine du Conseil Général concernant la recherche
- Michel Lussault, DRRT de la région Centre
- Loïc Vaillant, Vice-Président de l'Université de Tours
- Léandre Pourcelot, Président du Comité Scientifique Régional de l'INSERM

Morceaux choisis

Autour du hors-d'œuvre et du pavé de bœuf, les convives engagent directement la conversation sur des sujets sérieux : les maladies à prions et des « difficultés financières et sociétales » qui leur sont liées. On parle « affaires » mais avec une grande cordialité de ton, voire une certaine distance par rapport aux enjeux.

Michel Trochu rappelle les termes du Contrat avec l'INRA pour le financement de la plate-forme « prion » inaugurée récemment, et valorise le concours du Conseil Général. Je note : Etat 30 MF, Région 15 MF, Département 15 MF.

Bertrand Hervieu commente ce qui a prévalu : le choix de l'INRA plutôt que l'AFSSA, afin de bien distinguer la fonction recherche de la fonction expertise, et aussi le choix de Nouzilly avec l'argument de son isolement relatif et de la taille de son environnement scientifique : « *Il faut exister à l'échelle de l'Union Européenne* ».

Quelques échanges aussi à propos des xénogreffes et des porcs de l'INSERM, du travail avec les parlementaires, du Comité d'Ethique de l'INRA, des travaux avec les primates en évoquant les risques de passage de germes à l'homme...

Gérard Dubray place, en complicité avec Léandre Pourcelot, l'exemple d'un laboratoire de chirurgie expérimentale au CHU de Tours qui s'appuie sur le modèle brebis (il y a à l'INRA des brebis avec lesquelles on fait des recherches sur les prothèses).

On n'oublie pas d'évoquer, au moment des compliments sur la qualité du menu, la cantine de l'INRA, sa privatisation, l'appel d'offre, etc... C'est de tradition dans les Centres INRA : on ne peut contourner la question de la cantine. Dehors, la pluie tombe en rafales, ce qui n'empêche pas les chevaux de poursuivre leur pâturage dans les vastes prairies.

Et on parle aussi de l'implication d'une politique de recherche dans la stratégie des collectivités : « *Une attitude militante de ma part* » explique Michel Trochu à notre moitié de table... « *Mais il faut aussi justifier* ».

Bertrand Hervieu en profite pour développer à l'attention de Michel Trochu, comme en confidence, son thème « favori » : l'INRA, les collectivités et l'Europe :

« L'INRA affirme sa volonté de se positionner comme moteur dans la construction de l'espace européen de la recherche. Et ce positionnement, ma conviction c'est que ça se fait avec le concours des collectivités locales... Au moins qu'on en parle ! »

Michel Trochu n'est pas contre cette idée :

« A partir du moment où c'est programmé, je suis d'accord ! »

Bertrand Hervieu poursuit l'avantage et précise :

« La construction de l'Espace européen de la recherche, se réalise au-delà du PCRD. La recherche peut tirer les collectivités locales sur l'Union Européenne, et si les Régions nous appuient, Bruxelles appuiera aussi notre territorialisation »

Michel Trochu :

« N'allons-nous pas vers de grandes régions en matière de recherche et d'enseignement supérieur ? » Et il évoque un ensemble : « Centre + Pays de Loire + Poitou-Charentes »

(J'ai déjà entendu à Rennes quelqu'un exposer ce type de logique, avec cette fois-là un grand ensemble constitué des régions Bretagne, Basse-Normandie, Pays-de-Loire et même Poitou-Charentes ! Si l'on va en effet dans cette direction, certaines régions vont devoir choisir !)

Les discours au moment du dessert

14h15. Le dessert, c'est toujours le moment des discours !

Bertrand Hervieu s'adresse à la vingtaine de convives :

« Ce que nous voulons mettre en œuvre à l'INRA, c'est une stratégie marquée par la volonté de partenariat, marquée aussi par le long terme... Car la recherche, c'est le long terme. Donc nous devons identifier les caps à atteindre à long terme. Le cap, c'est l'Espace Européen de la Recherche. Une force de frappe au niveau mondial face aux USA, à la Chine et à l'Inde... à 20 ans !

Notre souci et notre question aujourd'hui : comment positionner les unités de recherche à la fois dans une région et dans l'Union Européenne ?

Ma conviction est que les collectivités s'intéressent à la recherche, et simultanément veulent se positionner au sein de l'Union Européenne. Et s'il n'y avait qu'un seul enjeu, ce serait la préoccupation du partenariat ! »

Michel Trochu :

Il nous dit d'abord combien il se sent « en famille » comme enseignant-chercheur :

« Je suis ici avec des personnes qui partagent les mêmes préoccupations ».

Son intervention est bien structurée, tel que sait le faire un universitaire.

Tout d'abord, un rappel sur les principes :

« Le Conseil Général n'a pas la recherche dans ses compétences ».

Il insiste :

« Il y a chez nous une tendance au repli sur les compétences... Mais la Touraine qui est un lieu privilégié de bien vivre doit être aussi le lieu privilégié de la matière grise.

Cependant, pour y parvenir, des défis de plusieurs ordres à relever :

D'abord atteindre le seuil critique sur certains pôles ;

Ensuite acquérir une audience nationale ;

Et maintenant, parvenir ensemble, avec vous, à une dimension européenne ».

Alors quel mode opératoire ? Michel Trochu demande des précisions à l'INRA :

« Quels grands axes dans l'optique européenne ? Quels partenaires au sein de l'Union Européenne ? »

« En affinité et sur cette base, on élabore un projet. Ce qui signifie une politique construite sur la base d'une réactivité, pas uniquement sur une base administrative »

Il évoque l'exemple de « l'étable blanche », réalisée avec le concours du Conseil Régional et du Département :

« C'est la même méthode qu'il faut adopter avec l'Union Européenne, mais ça suppose pour le Département un affichage pluriannuel, avec des autorisations de programme ».

Et il conclut :

« La Préfecture serait certainement d'accord. Il faudrait faire une réunion au Conseil Général avec le Président Marc Pommereau ».

Bertrand Hervieu prend la balle au bond pour évoquer une forme de partenariat qui peut aider à « européaniser la recherche » : le financement de séjours dans les pays européens.

C'est, fort logiquement, le tour de Michel Lussault, DRRT.

Il relève en préalable :

« Les inflexions qui se sont manifestées depuis 20 ans dans les négociations entre l'Etat, les établissements et les collectivités. Il s'agissait d'abord de la construction de projets scientifiques, alors que depuis 5-6 ans, nous sommes dans une autre logique, celle d'une logique de site. On ne s'en est pas rendu compte tout de suite... »

Alors il précise :

« Cette logique de coopération sur site a pour finalité d'atteindre une masse critique dans des villes moyennes, dans le cadre d'une stratégie de maillage du territoire, et que chaque établissement ne peut atteindre isolément. Et maintenant, apparaît l'enjeu des perspectives européennes ! »

Un deuxième aspect à pointer dans cette logique de coopération, ce sont les difficultés :

« Certes entre l'INRA et l'Université de Tours, il y a des projets qui ont très bien fonctionné (IFR, gros pôles, etc.). mais au quotidien, le fonctionnement des UMR pose problème. Il faut en analyser les raisons : différences de culture, de taille, de rythme, d'affectations de moyens, et la valorisation... ça complique les choses ! Et même les collectivités n'y comprennent rien : ainsi à Orléans, il y a un contentieux entre le CNRS et le Ministère, à propos de la constitution d'un Pôle des sciences de la terre, sur la question du domaine privé de l'Etat... »

« D'où, nous devons passer à une nouvelle phase, où nous inventerons des acteurs collectifs locaux, avec des organisations dotées d'une allocation de moyens, avec des actions de lobbying sur le national et sur l'Union Européenne »

Et pour conclure avec une formule qui devrait plaire à Bertrand Hervieu et à Gérard Dubray :

« L'INRA est un acteur territorial important ! ».

Parole de DRRT ! C'est enregistré.

Et qu'en pense Loïc Vaillant, Vice-Président de l'Université François Rabelais, Président du Conseil Scientifique, de cette « coopération sur site » ?

Adhésion sans réticences de sa part sur la nécessité et l'intérêt de mettre en place une politique de site avec l'INRA, « pour des structures communes et des collaborations ». Mais quand on passe à la formalisation de ces accords avec l'INRA, le CNRS, l'INSERM... ce n'est vraiment pas facile :

« L'Université s'adapte à la convention proposée par les organismes, mais eux ne s'adaptent pas, et ne savent pas avoir des conventions compatibles entre eux ! Et ceci met en difficulté la politique des UMR. C'est une difficulté à résoudre ! »

Un deuxième point concerne « l'articulation entre formation et recherche, pour un vrai partenariat » :

« L'implication de l'INRA dans les Ecoles Doctorales, cela s'est fait facilement. Nous avons pu monter des filières qui ne soient pas indépendantes des pôles de recherche. »

Mais là encore, Loïc Vaillant pointe les difficultés liées aux « ambiguïtés des grands organismes ».

Ainsi commente-t-il :

« *La politique d'un Centre de l'INRA est impliquée dans les réseaux européens et se situe aussi en référence aux nœuds de recherche de l'INRA, alors que les Universités négocient leurs orientations dans le cadre du Contrat Quadriennal* »

Et la formule finale... :

« *La logique de site, c'est un challenge à relever avec l'INRA !* ».
C'est également noté !

Léandre Pourcelot est à l'évidence un vieux compagnon de l'INRA, et il évoque sa longue expérience de construction de partenariat. « *Préparer les mariages* », il en a semble-t-il la pratique, « *avec des négociations qui ont duré longtemps* ».

Mais ça en vaut la peine, car insiste-t-il : « *le potentiel est énorme !* »

Alors s'agissant de ce qu'il appelle « *le combat européen* »⁴, il estime que pour le gagner, il faut trouver des partenaires sur la base de « *mots-clés* ».

Quant à la valorisation de la recherche, « *il faut aussi trouver des formules, et ça demande de l'expérience* »

Enfin, Léandre Pourcelot milite pour le travail de terrain:

« *Il faut essayer de se structurer à la base, il faut se comporter en partenaires de terrain, pour inventer, pour imaginer thèses, post-doc, etc.* ».

(C'est ce que je nommerai « *un apprentissage du partenariat à la base* »)

Alors, c'est vrai, la question des structures de la recherche, de l'ingénierie institutionnelle, ou encore de l'organisation de nos « *cuisines* »... mobilise beaucoup d'énergie... Est-ce bien raisonnable ? Pourrait-on faire autrement ? Que pourrait-on imaginer ?

Gérard Dubray commente à l'attention des partenaires scientifiques et universitaires de l'INRA, que « *l'INRA est allé plus loin que nécessaire* », avec la constitution d'une seule Unité de recherche pour participer à l'IFR, et aussi la constitution d'une « *UMR tripartite, INRA, CNRS, Université* »

Et Philippe Chemineau pointe les difficultés qui peuvent se présenter dans « *la mise en œuvre opérationnelle sur le terrain du Schéma Stratégique à 4 ans* », avec des accidents de parcours tel que l'incendie de l'étable en 1998 (toujours pas reconstruite). Et puis, « *il faut compter avec nos inerties : les UMR, on a vraiment compliqué. Et on va maintenant vers la paralysie de certaines UMR !* »

Pourtant, Gérard Dubray ne veut pas que ses invités partent sur une mauvaise note. Et il met en avant une réussite de la coopération :

« *Les responsables de la Formation Permanente de l'INRA, du CNRS, de l'INSERM et de l'Université, ont élaboré un programme commun de formation destiné à tout le personnel !* »

Bravo !

* * * * *

⁴ « le combat européen », évoqué aussi lors du débat de Nantes.

Interlude TV

« Non je ne répondrai pas à cette question »

Dans un labo, à proximité de la salle de réunion où attendent les invités socioprofessionnels au grand débat « INRA 2020 », un journaliste et des opérateurs de France 3.

Questions successives du journaliste après les cadrages et les tests de son...

« L'INRA du futur, c'est quoi ?

Et l'indépendance de la recherche ?

Sécuriser la propriété intellectuelle, comment ?

La société et la recherche : le prion...

L'interview se déroule sans problème particulier. Les questions sont classiques, et Bertrand Hervieu y répond de manière fluide, jusqu'à ce que le journaliste pose la question suivante :

Les risques liés aux maladies à prion... Pouvez-vous nous faire le point sur ce que l'on sait ? »

Bertrand Hervieu pile sur cette dernière question :

« Je ne sais pas... Je ne peux pas vous dire... Non, je ne veux pas répondre à une telle question dans un temps aussi court ! »

Le journaliste insiste :

« Et l'abattage systématique des animaux ? quelle est votre position ? »

Bertrand Hervieu :

« Non, arrêtez ! Je ne réponds pas à cette question !

La tension monte entre le journaliste et Bertrand Hervieu, sur la question des rapports entre la production de connaissances et la décision politique. Bertrand Hervieu refuse de répondre à la question telle qu'elle est posée. Le journaliste voudrait une réponse tranchée en 20 secondes, et Bertrand Hervieu s'y refuse :

« Comprenez bien que tant que vous poserez des questions de ce type pour les téléspectateurs, nous n'avancerons pas dans la société ! La recherche n'a pas de réponse toute faite. La recherche, c'est le doute, la controverse, le débat. Il faut distinguer l'expertise et la recherche ».

Et le journaliste n'est pas content. Mais nos invités attendent depuis 20 minutes.

On ne conclura pas ce différend qui aurait mérité du temps ! En se séparant, Bertrand Hervieu et le journaliste en conviennent.

* * * * *

15h25

Le grand débat

« *Agir local, raisonner mondial* »

Description des lieux... Une grande salle en long, d'ordonnance classique, avec une table de bois clair, fauteuils et moquette en vert, murs gris clair, rideaux bordeaux toujours harmonisés à la cravate de Gérard Dubray... Une vingtaine de personnes autour de la table, et des chercheurs de l'INRA en deuxième rang. Atmosphère assourdie, voire intime.

Non moins classiquement, Bertrand Hervieu énonce les priorités de l'INRA et les « 7 partenariats ». Puis :

« *Je suis venu pour entendre vos interrogations* ».

Et de poursuivre :

« *De 2004 à 2020, il nous faut construire les lignes de fuite !* » (ça, c'est l'expression retenue dans les échanges de Nancy avec Marc Benoît)

« *... les lignes de fuite des cultures, des localisations, des thématiques de la recherche* »

« *Notre état d'esprit, c'est nous préparer à changer... parce que nous sommes sollicités à changer !* »

« *Nous sommes venus pour entendre vos interrogations sur 2 ou 3 thèmes : la construction du partenariat, les grandes thématiques scientifiques, le positionnement régional* ».

Un bref tour de table permet d'identifier qui est autour de la table et quelle est la diversité des secteurs socioprofessionnels représentés. Fait notable, Gérard Dubray a convié à ce débat une dizaine de « jeunes chercheurs ». Ils ne seront pas intimidés par la présence de leurs Chefs de Département respectifs, ni par la délégation venue de Paris, autour de Bertrand Hervieu.

Parmi cette assistance, vont prendre la parole, par ordre d'entrée en scène, selon le scénario de reconstitution du débat qui m'est propre, les intervenants suivants :

- Alain Reguin (UDSEA)
- Daniel Marc (jeune chercheur)
- Philippe Evrard (INRA Paris)
- Philippe Baneux, (Société Pfizer)
- Jean-Luc Galtier
- Philippe Chemineau (Chef de Département INRA)
- Jean-Pierre Terran, ORGECO (consommateurs)
- Anne Christine Lalmanach (jeune chercheur)
- Daniel Marc (jeune chercheur)
- Robert Galiano, Sysaaf
- Daniel Moers, ANVAR, région Centre
- Gérard Dumas, Agence pour le Développement de Touraine
- Guy Mollard, Chambre d'Agriculture de Touraine
- Jean-Luc Gatti (jeune chercheur)
- Christian Leclerc, animateur AOC Ste-Maure
- Jean-Pierre Hamonou (INRA Bourges)

De tout ce débat je retiens les points suivants autour desquels je vais recomposer la succession des interventions : (1) une sensibilité et une réceptivité particulières aux questions de la société adressées à la recherche, (2) les difficultés des consommateurs et la nécessité de mieux les connaître, (3) la diversité des questions que pose le partenariat avec le secteur privé, (4) l'agriculture et les rapports entre projets locaux et projets mondiaux.

(1) Questions de société

Alain Reguin (UDSEA, éleveur de porcs) fait le constat de la grande richesse de connaissances chez les chercheurs, mais regrette-t-il : *« Dans les débats de société, les chercheurs n'interviennent pas suffisamment »*. Et il donne l'exemple du grand intérêt des interventions de notre collègue Signoret qui a accepté de participer à un débat sur le bien-être animal organisé par le CCSTI de la région Centre :

« Grâce à lui, des réponses ont été apportées ce jour-là et ça a permis d'y voir plus clair ! »

Bertrand Hervieu :

« Comment restaurer la culture scientifique dans ce pays. La recherche ne peut pas apporter de réponse à tout. Si nous le prétendons nous serions disqualifiés. Nous ne pouvons pas répondre par oui ou par non tout de suite ! Il faut restaurer et faire partager l'esprit de la recherche, qui part du doute ! ».

J'entends là comme un écho à l'échange avec le journaliste de France 3.

« Il faut restaurer une culture scientifique qui a ses fondements dans le débat et la controverse. Les publications, c'est en fait fragile. Car ce qui fait la validation, ce sont des collègues qui disent : ça me paraît à peu près sûr... Pas plus ! »

Daniel Marc (jeune chercheur) approuve le principe du dialogue chercheurs société, mais il commente que le processus « demande - réponse », passe par « un circuit assez compliqué ! »

Bertrand Hervieu :

« La recherche procède par une très grande segmentation des savoirs. Et alors, donner la réponse demandée par la société, il nous faut une vie pour y parvenir »

« Ne pas savoir, ce n'est pas infamant. Le doute et des résultats controversés, ça fait partie de la recherche »

Mais il y a question et question. C'est ce que commente Philippe Evrard (INRA, Paris) :

« Deux types de questionnements sont adressés à la recherche. Soit on nous pose une question précise, et on attend de nous une réponse précise. Soit un questionnaire naît à travers des contacts répétés entre groupes professionnels et chercheurs... Ce ne sont pas les mêmes questions, et ce ne sont pas les mêmes formes d'organisation en interne ».

Pour poursuivre sur ce sujet qui mobilise les participants, Philippe Baneux, (Société Pfizer) affirme :

« La communication, ce n'est pas le boulot des chercheurs. Il y a une demande pour des dialogueurs professionnels. Des gens qui en ont fait leur profession, des gens qui vivent des questions de l'insécurité dans la sécurité ! Il faut s'occuper de ce problème ! »

« L'industrie est très concernée par ces questions, notamment l'Association Européenne de l'Industrie Pharmaceutique. Mais existe-t-il un organisme non commercial qui se préoccupe de donner des explications au public ? »

Jean-Luc Galtier :

« Mais le rôle de vulgarisation des chercheurs, c'est aussi un plaisir »

Pour Philippe Chemineau, le bien-être animal, c'est un bon exemple :

« Il faut apporter de la science, mais il faut aussi écouter l'appréciation de la société sur un sujet extrêmement complexe ! »

Bertrand Hervieu :

« Pourquoi cette question du bien-être animal surgit-elle aujourd'hui ? Pourquoi le problème se pose-t-il maintenant ? Nous interroger ainsi, ça fait partie de notre boulot ! »

(2) Mieux connaître les difficultés des consommateurs

« Les consommateurs ! Alors tout va bien ! »

C'est Gérard Dubray qui interpelle ! Il joue pleinement son rôle d'animateur, debout, se déplaçant d'un bout à l'autre de la salle et autour de la table, donnant le micro à l'un, sollicitant l'autre.

Jean-Pierre Terran (ORGEKO) accepte de se lancer dans la mêlée :

« Les consommateurs sont très impressionnés par le monde de la recherche... C'est le grand mystère... Ce sont les grandes informations qui nous arrivent, mais par l'intermédiaire des médias. Et des médias qui transforment ! Or le consommateur a besoin d'avoir confiance ! »

« On découvre, on ne connaît pas bien, la mission de service public de l'INRA. A propos de la crise de la vache folle, on a ressenti un grand flottement... Tous ces troupeaux massacrés ! »

« Ce que nous demandons... Que la communauté scientifique s'adresse avec un langage simple au consommateur de base »

Bertrand Hervieu

« J'aimerais bien dire quelque chose aux consommateurs »

Ça se vérifie encore aujourd'hui : Bertrand Hervieu a toujours quelque chose à dire aux consommateurs et il s'y emploie. Ici à Nouzilly, il n'y manque pas !

Démonstration en 3 points :

1. *« Je tiens à vous dire combien nous voulons travailler avec les associations de consommateurs. Vous avez des problèmes, des contraintes. Vous manquez de temps disponible, de compétences aussi... Le débat sur la culture scientifique, que nous venons d'avoir, passe par le partenariat associatif »*

2. *« Notre mission est-elle de rassurer les consommateurs ? Ce n'est pas sûr ! Pourquoi voulez-vous que la science soit l'instance de l'assurance et de la réassurance ? Il y a des connaissances inquiétantes !*

Nous sommes pour une connaissance partagée et non pour une connaissance confisquée... Mais les connaissances, les questions... ça bouge !

Notre objectif... Comprendre dans quel monde nous vivons ! Ou alors ce serait construire une sélection de connaissances telles que tout le monde dorme en paix, produise des anesthésiants ! »

3. *« Ce que nous faisons mal ? Probablement articuler des connaissances éparses et fragmentaires, parce que la progression des connaissances se fait sur des segments »*

« Comment les questions de la société deviennent-elles des objets de recherche pris en charge par un système qui agit dans une segmentation des connaissances ? »

« Vous nous dites : on ne peut plus croire personne ! Je réponds : soyez convaincus qu'on n'est pas dans un univers de certitudes »

Et pour finir, une déclaration de principe :

« Je suis pour un partenariat avec les associations de consommateurs afin, premièrement de restaurer l'esprit de recherche et de culture scientifique, deuxièmement, de faire un point, mais... pouvoir dire qu'on ne sait pas ! »

Jean-Pierre Terran (ORGEKO) n'a pas l'air impressionné et est prêt me semble-t-il à relever le défi dans ces termes. Il reprend la main en revenant sur un point sur lequel Bertrand Hervieu n'a pas réagi : les médias. (malgré l'épisode télévisuel qui s'est déroulé à quelques mètres de là, il y a une heure...) :

« Les consommateurs savent entendre et comprendre ce que vous venez de dire. Mais les médias, eux, disent tout et autre chose ! Or c'est le consommateur qui est au bout de la chaîne ! » (chaîne de télévision et chaîne agro-alimentaire à la fois)

Bertrand Hervieu

« J'en appelle à tout partenariat... Pour se mieux parler de ce qui relève de l'information scientifique et de la décision publique... Essayons de clarifier au mieux ! »

Anne Christine Lalmanach apporte le point de vue d'un jeune chercheur. Elle fait le constat que l'interaction consommateurs chercheurs souhaitée par Jean-Pierre Terran et Bertrand Hervieu est vraiment difficile à concrétiser, et ceci en raison de deux caractéristiques du métier de chercheur :

« D'une part le chercheur travaille toujours sur quelque chose de très pointu. D'autre part notre communication privilégie la communauté scientifique internationale, car c'est ce qui fait avancer le schmilblic ! Alors évidemment, on communique aussi tous les jours avec la famille, les amis, mais il faut tout synthétiser »

(3) Le partenariat avec le secteur privé

Philippe Baneux, toujours société Pfizer, met le doigt sur ce qu'il considère comme des inadaptations de l'INRA et de la recherche publique. Il ne met pas en cause la valeur des scientifiques, ni même leur volonté de collaboration :

« On trouve assez facilement des scientifiques... ».

Une introduction positive concernant les personnes, pour mieux pointer du doigt les dysfonctionnements de l'institution, tout particulièrement en ce qui concerne les aspects contractuels, les aspects juridiques :

« La recherche doit savoir comment on fait des affaires ces jours-ci ! Nous savons nous adapter, mais comment vous adaptez-vous à nos demandes ? Ce qui est en cause c'est la dimension contractuelle, ce sont les aspects juridiques... Par exemple, si vous travaillez avec nos lignées, que ces lignées ne deviennent pas des lignées « publiques », car nous avons des concurrents ! »

Philippe Chemineau trouve là l'occasion de préciser l'organisation en place au niveau d'un Département de Recherches, avec un « *adjoint partenariat* ». Donc le type de problème évoqué par Philippe Baneux peut être discuté dans ce cadre.

En fait derrière les remarques générales de Philippe Baneux et les commentaires de Philippe Chemineau, il y a un cas spécifique qui a dû faire dépenser pas mal de salive... Un problème de recherche sur la fertilisation in vitro, faisant intervenir des gonadotropines et des lignées cellulaires avec des problèmes complexes de propriété intellectuelle entre l'organisme public qu'est l'INRA et un des principaux groupes pharmaceutiques mondiaux qu'est Pfizer... Finalement, ça ne s'est pas fait.

Philippe Baneux :

« Vous avez une grande richesse ! Et cela est intéressant pour nous, plutôt que nous montions une équipe. Mais ça été un peu long de conclure un accord ! Nous recherchons ce partenariat... alors faisons-le ! »

Bertrand Hervieu

« Nos dispositifs juridiques sont perfectibles, mais notre culture et nos finalités ne sont pas les mêmes... Nous devons développer notre partenariat avec les industriels mais aussi avec les associations de consommateurs, d'environnement... avec les agriculteurs. D'où une tension... Nous avons à gérer cette tension qui n'est pas comprise avec tel ou tel partenaire. »

Daniel Marc (INRA) se veut critique, et pointe de l'intérieur les effets pervers d'une pure défense juridique de l'institution INRA :

« Notre défense des principes juridiques a pour conséquence une fuite intellectuelle à l'étranger ».

Bertrand Hervieu

« C'est pourquoi, il nous faut renforcer notre culture juridique dans le domaine scientifique, sur les questions du droit international, sur la connaissance de ses bases anglo-saxonnes... On a trop perdu ! »

Et sur la base de cette plate-forme de principes, Bertrand Hervieu s'élance dans son intervention favorite sur la génomique et « Génoplante » :

« Le débat actuel sur la génomique démontre que la France, première puissance semencière dans le monde, peut être pillée. Ainsi l'INRA a une longue tradition de partenariat avec des firmes telles que Claude-Camille Benoît, les établissements Després (sur 3 générations), Limagrain... Mais le dispositif est beaucoup plus fragile qu'on le pensait. Ainsi l'entreprise Claude-Camille Benoît est passée maintenant sous contrôle américain de Syngenta avec toutes les obtentions réalisées avec les apports de l'INRA... Or il faut que la France garde son autonomie dans l'appropriation des connaissances et des ressources génétiques.

Mais nous ne ferons jamais ça tout seul ! D'où « Génoplante », qui implique des firmes de sélection de semences, mais avec un dispositif où l'INRA dispose de la majorité pour la gestion de la propriété industrielle. »

Robert Galiano, (Sysaaf) :

Les chercheurs publics... il comprend qu'ils doivent produire des publications. Et il souligne les 25 ans de recherche sur le comportement des oiseaux, réalisée au Magneraud en collaboration...

« Mais il faut aussi servir les consommateurs, et aussi les acteurs économiques. »

Il en profite pour alerter Bertrand Hervieu sur la situation catastrophique de l'aviculture française. Après des décennies de prospérité, là aussi la fragilité d'une activité que dominait la France se manifeste cruellement :

« Le monde avicole français est en disparition. Les sélectionneurs, et aussi les producteurs qui sont à l'agonie. Les productions émigrent au Brésil... »

Un autre exemple, la pintade, qui n'est pas produite par les Américains... En fait nous n'avons pas de moyens de protection de nos lignées ».

Bertrand Hervieu

« Nous avons raisonné seulement dans un cadre national, et c'est fragile de faire ainsi. Il nous faut construire des processus de mutualisation, des cultures de mutualisation sur lesquelles il faut nous appuyer ! Si nous ne le faisons pas, le contribuable peut se poser la question du financement de la recherche publique. Ainsi il peut se demander pourquoi les souches avicoles INRA, financées sur fonds publics, sont passés chez Mérieux, et de là sous contrôle de Rhône-Poulenc »

« Quelle est la part des recherches de l'INRA avec des industriels ? » demande Daniel Moers, délégué ANVAR pour la région Centre :

« Et quel est votre souhait quant à son devenir ? Et éventuellement avec des financements ANVAR ? »

La réponse de Bertrand Hervieu se réfère pédagogiquement aux 3 pôles de recherche du tripode de l'INRA : sur le pôle « environnement », « peu de recherches avec les industriels » ; sur le pôle « alimentation nutrition », « on est à 50% », et sur le pôle « agriculture », « le partenariat est traditionnel avec les organisations agricoles »...

« Avec les PME-PMI, nous n'avons pas de problèmes, nous avons l'habitude, et nous savons gérer les clauses de confidentialité. Avec les firmes, nous avons des difficultés : du fait de leur évolution dans un cadre mondial, comment protéger les intérêts français ? »

« Nous avons 2 missions, qui sont en très grande tension : (1) avoir une production scientifique de premier ordre, articulée au développement économique ; (2) être des fournisseurs d'une expertise impartiale, antichambre d'une décision publique... qui ne parvient pas toujours à se prendre ! Il faut tenir tout ça... Le schéma de référence est que les organismes de recherche se

limitent à la production de connaissance et les agences à l'expertise. Dans la pratique, ce n'est pas ce schéma qui fonctionne aujourd'hui. »

Tout cela participe au développement économique... L'intervention de Gérard Dumas (Agence pour le Développement de Touraine), vient à point nommé. Gérard Dubray connaît bien son monde et a su mobiliser les acteurs d'un débat vivant et qui rebondit ! :

« Nous avons la chance d'avoir un Centre INRA en Touraine, et cette présence se traduit d'abord par plusieurs aspects : des collaborations avec les entreprises ; la recherche scientifique en elle-même, est un élément du développement économique en tant que telle ; la liaison entre entreprises et recherche appliquée se réalise avec l'appui du Conseil Général ».

« Mais d'autres questions se posent... Il s'agit de la place que vous entendez jouer dans le développement, par l'implantation d'entreprises ? Voulez-vous vous impliquer dans des actions d'incubation et dans des projets d'essaimage avec l'aide des collectivités ? »

Bertrand Hervieu :

« La loi sur l'innovation nous donne des missions d'implication dans les incubateurs, dans l'essaimage... En fait ceci n'est pas trop notre culture... Et je ne m'en déssole pas ! (rires)

Car l'INRA se construit dans une logique de service public pour le développement. Et dans cette ligne, l'INRA a des illustrations éloquentes à donner »

« L'intéressement ? ça n'intéresse personne à l'INRA... sauf peut-être les services juridiques ! » Oh !⁵

« En matière de valorisation de la recherche, nous avons des réussites et des échecs dans le domaine des biotechnologies, avec quelques start-up. Nos deux filiales de valorisation de la recherche sont à reformater en une seule. Et le rôle des collectivités territoriales est aussi à concevoir dans ce cadre.... »

(4) L'agriculture entre le local et le mondial

Guy Mollard, Chambre d'Agriculture de Touraine (Groupement de Défense Sanitaire et éleveur de Géline)

« Le débat de l'INRA avec les associations de consommateurs, d'accord, mais il faudrait aussi évoquer l'intérêt pour l'INRA de s'impliquer dans des projets très locaux ! Et j'en ai une longue liste, d'une dizaine de sujets. Comment fait-on ? »

(Le mieux à mon avis serait d'échanger les cartes de visite entre demandeurs et offreurs de compétences... La question des sols, c'est Jean-Claude Bégon, Orléans, qui prend. La cartographie, c'est avec la Chambre d'Agriculture que ça doit se discuter...)

Bertrand Hervieu reprend en main le débat et ne manque pas d'explicitier les dimensions prises hier, aujourd'hui et demain, par le partenariat avec la profession agricole :

« Nous aurions besoin d'une plus longue discussion sur nos grandes orientations de recherche, avec les instituts techniques, la vulgarisation agricole... Par exemple nous avons mis la priorité sur la recherche sur les prions, et là nous ne sommes pas dans l'immédiate application. En effet, l'INRA est attendu sur des recherches très approfondies concernant les pathologies... Car si nous ne le faisons pas qui va le faire ? »

« Ensuite, le paysage du développement agricole à la française va être bouleversé, du fait de la réforme de l'ANDA, de la suppression des taxes parafiscales... Il va se passer quelque chose ! ça va bouger. Et ceci nous concerne ! Nous allons vers un aggiornamento des Instituts Techniques. Nous devons avoir un débat avec eux ! »

« Nous avons proposé la constitution des GRED, et nous avons aussi l'exemple des « Agrotransfert ». Nous sommes ouverts, mais la balle n'est pas dans notre camp ! »

⁵ La note de service relative à l'intéressement des chercheurs à l'INRA a été signée le 18 juin 2002, soit tout juste un mois après ce débat.

Et pour terminer :

« Ce qui est important entre nous, c'est le débat sur les orientations plutôt que sur les résultats ! »

« Le taureau, la poule et la génomique » (fable)

Philippe Chemineau pose une question « féroce » :

« La recherche est impliquée dans une compétition mondiale. Peut-on échapper à la mondialisation féroce en travaillant sur les terroirs ? De toute manière, il nous faut être les meilleurs. Nous avons réussi avec l'indexation des taureaux laitiers. Alors, faut-il faire maintenant le choix de la Géline ? » (Cette Géline, c'est vraiment la vedette du jour !)

Bertrand Hervieu

« C'est forcément les deux ! Il peut y avoir des éléments de science sur les produits de terroir, tels que la génomique à haut débit pour une amélioration qui va plus vite !

Notre objectif, c'est d'aller loin et vite dans les secteurs végétal et animal, dans des partenariats européens sécurisés afin de rester propriétaires des ressources génétiques.

Mais nous ne pouvons pas le faire seuls. Nous avons besoin de ce partenariat. D'où la raison d'être de ce débat. »

Christian Leclerc (AOC Ste-Maure) témoigne du partenariat avec l'INRA dans le domaine de la physiologie de la reproduction et des listérias :

« Nous avons 10 à 15 ans d'avance »

« Mais pour élaborer tout projet, il faut qu'il y ait dialogue. Au début c'est dur ! »

Philippe Chemineau :

« Et ça fait beaucoup de bien aux jeunes chercheurs que d'être impliqués dans des projets locaux tels que celui-ci sur les fromages de chèvres »...

Approbation de Bertrand Hervieu : les projets locaux c'est bon pour la santé intellectuelle et la croissance des jeunes chercheurs. Que ceux qui sont autour de la table en fassent leur profit !

Et Jean-Luc Gatti (jeune chercheur) renchérit à propos des projets locaux :

« Nous sommes prêts à nous investir avec les agriculteurs, mais nous avons un déficit de personnel pour les applications de la recherche »

Bertrand Hervieu se veut rassurant en commentant le contexte : les chercheurs ne sont pas seuls, les institutions sont également agissantes. Donc l'imagination doit être privilégiée :

« Par expérience, s'il y a une demande forte des professionnels et un accord de l'INRA, les collectivités nous appuient ! Il en est ainsi avec les GRED ! Leur exemple montre qu'on doit pouvoir inventer quelque chose »

Pour Christian Leclerc, l'implication dans des productions de terroir, ne signifie pas la fermeture sur le local et le manque d'ouverture au monde. Il faut tenir compte de « l'évolution des soucis des consommateurs et maintenant c'est le bien-être animal ». Et alors qu'il se réjouit des collaborations locales avec l'INRA telles que Philippe Chemineau en a parlé, il exprime sa méfiance vis-à-vis de « la distinction entre agriculture de masse et agriculture de terroirs ». Le raisonnement qu'il développe est le suivant :

« De toute manière, il faut démontrer la traçabilité « terroir », sinon nous serons emportés par la mondialisation. D'où des besoins de microbiologie très pointue ».

Bertrand Hervieu reçoit cette démonstration cinq sur cinq ! :

« Ce qui se passe en ce moment sur le vin... c'est l'alerte... Car nous avons formé beaucoup de gens dans le monde entier. L'œnologie mondiale doit beaucoup à l'INRA... Mais ce n'est pas par la fermeture que nous réglerons le problème, et non plus par la naïveté ».

Jean-Pierre Hamonou (INRA Bourges)

« Mais certaines filières ne veulent pas travailler avec l'INRA, par exemple sur les listérias, par souci de secret professionnel probablement... »

Bertrand Hervieu

« C'est vrai que certains viticulteurs, certaines AOC, résistent quant à l'idée de l'objectivisation des caractéristiques... La semaine prochaine, nous allons signer la convention révisée INRA – INAO »

17h20

Remerciements...

Quelques rafraîchissements et jus de fruit (du terroir ?) attendent les participants dans une petite salle voisine.

* * * * *

Esquisse de démarche prospective

Retour vers Toulouse par le TGV... Le nez dans mes notes, afin de saisir la logique de cette journée et voilà que je manque l'arrêt du Futuroscope où sont descendues plusieurs classes d'enfants montés à Tours et à Poitiers. Où comment on loupe le futur à trop scruter le présent ! *« Avec le TGV le futur arrive plus vite ! »* Ce pourrait être un slogan pour la SNCF !

Finalement, ces débats donnent l'impression d'un Centre INRA « tonique » ! Avec l'expression des différentes composantes de ses agents qui se posent de vraies questions : les Chefs de Département et les Directeurs d'Unité et leurs questions de gestion de la « machine à produire de la recherche », sur les UMR et les Universités ; les syndicalistes avec les conséquences des dispositifs des 35 heures sur une ligne de recherche qui repose sur des expérimentations animales ; des jeunes chercheurs qui s'interrogent sur leurs rapports avec la société et sur les relations entre des actions « locales » et des recherches à ambition « mondiale » ; le Président de Centre lui-même qui sachant que le temps est limité pousse ses interlocuteurs habituels (entreprises, chambre d'agriculture, association de consommateurs) à jouer leur rôle face au Président de l'INRA...

Certes, on n'a pas tellement discuté à Nouzilly de la nature des recherches qu'il faudrait ou non entreprendre dans le futur. Le positionnement de ces débats a été centré d'une part sur « les manières de faire la recherche », d'autre part sur « avec qui les faire »... C'est comme si nos partenaires considéraient qu'il va de soi qu'on fait ici - et on fera toujours - de la bonne recherche, de très haut niveau professionnel !

Les facettes multiples du partenariat économique

Les débats de Nouzilly donnent des éclairages intéressants sur les facettes plurielles du partenariat économique, mais indiquent aussi de la part de nos collègues chercheurs une réceptivité réelle aux questions de société, parmi lesquels la sécurité sanitaire des aliments, le bien-être animal, les produits des terroirs.

Au cours du débat de l'après-midi, seize intervenants, dont 4 jeunes chercheurs sur les dix, plus 3 autres « INRA », ça fait 9 partenaires qui se sont exprimés ! Au cours de cette journée, les agents de l'INRA ont finalement eu plus la parole peut-être que dans les autres Centres. Les représentants syndicaux ont souhaité transmettre leurs messages à Bertrand Hervieu, et « l'assemblée générale » a été réactive aux propos de Bertrand Hervieu, les questions ont fusé. Et c'est peut-être un point spécifique de cette journée à Nouzilly, l'ambiance que j'ai ressentie de collègues réactifs et intéressés, en phase avec les questions posées par Bertrand Hervieu : se mettre à l'écoute de la société, comprendre les évolutions et les transformations à l'œuvre ! Ce Centre, dont le projet urbanistique a été conçu pour une certaine science isolée du monde, exprime une forte préoccupation de ce qui se passe dans le reste du monde. Oserais-je en Touraine une comparaison avec les moines et les abbayes ?

La machinerie de la recherche fait aussi partie des préoccupations. Ainsi, on pointe ici à Nouzilly l'importance de construire une ingénierie du partenariat avec les universités, qui donnerait solution aux problèmes actuels de rapports institutionnels, alors que les relations personnelles sont excellentes, avec des résultats éloquentes. On pourrait faire mieux, et approfondir la logique de « coopération sur site », ou encore inventer des « acteurs collectifs locaux » selon la formule du DRRT.

Aspects juridiques aussi lorsqu'il s'agit d'évoquer le partenariat avec des firmes, ou encore les questions de l'intéressement, et aussi la sécurisation de nos ressources génétiques dans le cadre d'un partenariat européen élargi.

Et en interne de l'INRA, l'épineuse question d'une recherche qui prend sa spécificité dans l'expérimentation animale. Avec une interrogation : « *Peut-il y avoir recherche sans expérimentation, et sans expérimentateurs ?* »

Cependant, on n'a pas évoqué explicitement les questions du futur. C'est donc à partir de cette « accroche » sur les questions du présent qu'il me faut interpréter ce que signifient pour le futur les questions évoquées, en considérant que certaines d'entre elles sont des « questions-clés » pour le futur, avec de grandes marges d'incertitudes sur les choix à réaliser, ce qui n'est pas soulevé de grandes inquiétudes parmi les interlocuteurs. Sonder cette inquiétude, c'est aussi le futur !